

A.I.D. Project N°
Appropriation N°
Budget Plan Code:

695-0133
72-113/41014
GSS3-93-21695-KG13

ACCORD DE SUBVENTION DE PROJET A PORTEE LIMITE

entre

LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

représentée par

**Le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération
(ci-après dénommé "Le Bénéficiaire")**

et

LES ETATS UNIS D'AMERIQUE

représentés par

**L'AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(ci-après dénommée "l'A.I.D.")**

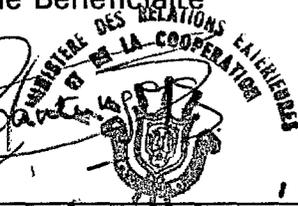
Par le présent acte, les parties ci-dessus mentionnées s'engagent mutuellement à mettre en oeuvre le Projet décrit dans cet Accord en conformité avec (1) les termes du présent Accord, y compris ceux de toute annexe audit Accord, et, (2) tout accord général qui serait en vigueur entre les deux gouvernements dans le domaine de la coopération économique ou technique.

1. Nom du Projet: **Projet d'Appui à la Démocratisation et au Processus Politique au Burundi.**
2. **Projet A.I.D. Numéro 695-0133**
3. **Montant de la Subvention de l'A.I.D.: Six Cent Quarante Mille Dollars américains (640.000\$ US).**
4. **Apport du Bénéficiaire au Projet (qui peut inclure une contribution séparée des ONG/Organisations de volontaires): Cinquante Mille dollars américains (50.000\$ US).**



5. Date d'Achèvement de l'Assistance au Projet: le 30 septembre 1995.
6. Le présent accord est composé de cette page de description de titre, de l'Annexe A (Description du Projet et Plan Financier Indicatif), ainsi que de l'Annexe B (portant Dispositions Standard).

7. Pour le Bénéficiaire



MINISTRE DES RELATIONS
EXTERIEURES ET LA COOPERATION

Nom: Sylvester Ndirantunganya
Fonctions: Ministre des Relations
Extérieures et de la Coopération

Date: 28 septembre 1993

8. Pour l'Agence pour le
Développement International



EMBAassade DES ETATS UNIS
USAID
USAID/Burundi
BUJUMBURA

Date: 28 septembre 1993

ANNEXE A

DESCRIPTION DU PROJET

NOM DU PROJET: Projet d'Appui à la Démocratisation et au Processus Politique au Burundi.

NUMERO DU PROJET: 695-0133

OBJECTIF DU PROJET: Appuyer la promotion des valeurs démocratiques et améliorer le processus politique au Burundi.

I. INTRODUCTION

L'objectif de l'initiative de l'A.I.D. en matière de démocratie dans le cadre du plan d'appui à la démocratisation et au processus politique est de promouvoir le développement de la démocratie politique en aidant à la mise en place de pratiques politiques, d'institutions et de valeurs durables de nature à mobiliser la participation, la libre compétition le respect des droits fondamentaux de l'homme, et de promouvoir un mode de gouvernement ouvert, légitime et responsable devant la population.

Comme cela est mentionné dans le Plan des Stratégies du Programme d'Intervention de l'USAID au Burundi (CPSP) qui vient d'être approuvé, le Gouvernement de la République du Burundi (GRB) vient de s'engager dans un processus de mise en place d'une société démocratique qui assurera d'une manière significative la participation politique, la compétition pacifique, un processus politique légitime et de fortes valeurs démocratiques. Il s'agit ici d'une entreprise d'une immense signification historique dans un pays qui, au cours du demi-siècle écoulé, a été marqué par des tensions à caractère ethnique et où le pouvoir était contrôlé par la minorité. Dans la mesure où il assurera la stabilité politique, ce mouvement de réformes constitue pour le pays un élément fondamental de la stabilité économique.

Le CPSP présente l'amélioration de la démocratisation du processus politique comme un objectif ponctuel et un facteur central de notre programme. En effet, les perspectives d'un développement soutenu sont pour le moins limitées au Burundi, à moins qu'un équilibre politique et social ne devienne mieux implanté dans le pays.

Les efforts déployés par le GRB pour développer une société démocratique saine ont inclu la promulgation d'une nouvelle Constitution Démocratique instaurant le multipartisme, d'une nouvelle Charte de l'Unité, la création de neuf partis politiques, ainsi que l'élaboration d'un calendrier pour les élections présidentielles, législatives et locales. Ce calendrier est en cours de mise en oeuvre.

Le gouvernement américain est disposé à appuyer le GRB et le peuple burundais dans l'effort d'édification d'une démocratie multipartiste.

II. DESCRIPTION DU PROJET

Conscient de l'appui que requièrent les institutions démocratiques nationales naissantes, le projet financera des subventions aux organisations locales et internationales qui appuient ce processus. Deux séries d'activités sont envisagées dans ce sens.

A. Activités financées par le biais de l'Agence Américaine de l'Information (USIA)

L'une des deux séries d'activités sera gérée par l'USIA. L'action de l'USIA vise à appuyer l'émergence des valeurs démocratiques fondamentales de tolérance d'opinions diverses, de la valeur du compromis politique et du règlement pacifique des conflits et divergences. Il s'agit d'une action d'information, d'éducation et de communication qui durera douze mois et qui visera à apporter aux journalistes, parlementaires et juristes une compréhension plus approfondie du journalisme, du pouvoir législatif et de la jurisprudence dans une société libre et ouverte. L'USIA organisera des ateliers et des voyages d'étude aux Etats Unis en faveurs de journalistes, parlementaires et juristes burundais choisis. Le coût prévu de cette activité est de 250.000\$ sur une période de deux ans. Pour la première année:

Première activité

Atelier des media: L'objectif de cette activité est de permettre aux journalistes africains de vivre la philosophie journalistique américaine. Il est prévu un atelier de quatre à cinq jours qui sera tenu à Bujumbura sur le thème "Journalisme politique dans une démocratie en voie de développement" à l'intention de journalistes en provenance du Burundi et du Rwanda. Cet atelier sera animé par un journaliste professionnel justifiant d'une expérience africaine et assisté par une équipe de collègues professionnels et internationaux. L'objectif est de souligner la philosophie journalistique américaine, mais avec l'assistance de collègues africains justifiant d'un très haut niveau de familiarité avec les problèmes auxquels les journalistes africains sont confrontés, et spécialement dans les contexte burundais et rwandais. Les sujets à traiter incluront notamment les principes et les techniques de la couverture d'un processus électoral et le reportage politique.

Il est prévu qu'un minimum de 40 journalistes burundais et rwandais participeront à cet atelier.

Deuxième activité

Voyage d'étude pour des journalistes burundais: L'objectif de cette activité est de présenter à des journalistes burundais le journalisme tel qu'il se pratique dans une société libre et ouverte.

Quatre journalistes visiteront les Etats Unis dans le cadre du programme "International Visitors (VI)" (Visiteurs Internationaux) géré par l'USIA. La visite durera six semaines pour permettre aux participants d'observer le rôle des media dans la politique. Ils étudieront l'histoire des relations constitutionnelles et juridiques entre les media américaines et le Gouvernement Fédéral. Au cours de leur visite, ils se déplaceront pour rencontrer les personnels des stations des journaux, radios et télévisions locales.

Troisième activité

Voyage d'étude pour des parlementaires burundais: Le but de cette visite est d'exposer à des parlementaires burundais choisis comment les législatures américaines fonctionnent dans le système politique américain.

Quatre parlementaires burundais visiteront les Etats dans le cadre du programme IV(?) pour observer le fonctionnement des législatures dans le système politique américain. Les députés passeront environ une semaine à Washington à étudier le rôle du Congrès Américain. Ils voyageront à travers le pays pour observer les relations entre les membres du Congrès (parlementaires américains) et leurs mandants(?), le rôle des législatures des Etats et l'interaction entre la législature et les autres branches du gouvernement tant à l'échelon des Etats individuels qu'à l'échelon fédéral.

Quatrième activité.

Voyage d'étude pour des procureurs, magistrats et avocats, universitaires et experts des droits de l'homme: Le but de cette activité est de permettre à des burundais choisis dans la profession légale d'observer de près le fonctionnement du système judiciaire américain.

Une équipe de quatre personnes composée de juristes, d'universitaires, de magistrats du Ministère Public, et de spécialistes des droits de l'homme visitera les Etats Unis pour étudier le système judiciaire américain. Dans le cadre du Programme IV dont la mise en oeuvre est assurée par l'Agence Américaine d'Information (USIA), ces burundais apprendront les droits du prévenu, les responsabilités de l'Etat vis-à-vis du prévenu, ainsi que les limites des droits du Ministère Public. L'équipe observera le fonctionnement de l'application de ces principes dans le système judiciaire tant au niveau des Etats individuels qu'au niveau fédéral.

A la fin du projet, il est prévu que:

- Un minimum de 40 journalistes se seront familiarisés avec les principes et la pratique du reportage objectif.
- Un minimum de 4 journalistes se seront familiarisés avec les liens légaux qui existent entre les media américaines et le gouvernement fédéral.
- Un minimum de 4 parlementaires auront acquis des connaissances sur la manière dont la démocratie parlementaire est pratiquée aux Etats Unis.
- Un minimum de 4 professionnels du système judiciaire du Burundi auront observé de près le fonctionnement du système judiciaire américain et compris les droits de l'accusé.

Le coût total du projet est estimé à 300.000\$ dont une contribution de l'A.I.D. d'un montant de 250.000\$ et un apport du GRB d'un montant de 50.000\$. Une dérogation a été consentie pour la contribution du GRB qui devrait représenter 25% de l'enveloppe globale; toutefois, le GRB fera son possible pour fournir une contribution en nature couvrant les salaires des participants et quelques dépenses d'appui administratif.

Le projet sera exécuté par l'Agence Américaine de l'Information (USIA). L'USIA recevra les fonds du présent projet par le mécanisme des Ordres d'Exécution de Projet/volet Assistance Technique (PIO/T). La comptabilité des fonds du projet sera faite par la division financière de l'USAID.

Les premiers bénéficiaires seront les 40 journalistes et les 12 personnes qui effectueront des voyages d'étude aux Etats Unis. Les deuxièmes bénéficiaires sont le peuple burundais et le GRB qui acquerront une meilleure perception du fonctionnement de leurs institutions démocratiques grâce au reportage objectif de leurs journalistes et aux actions rationnelles de leurs parlementaires et des membres de leur système judiciaire.

L'assistance de l'USAID au Burundi dans le domaine de la démocratisation du processus politique est octroyée en étroite collaboration et coordination avec les autres bailleurs de fonds et le Gouvernement du Burundi.

B. Activités financées par le biais des ONG.

La deuxième série des activités financera des ONG américaines et locales pour l'éducation et la formation en matière de démocratie, l'assistance technique et le

renforcement institutionnelle pour la législature et les groupes d'intérêt public en cours d'émergence au Burundi. Ce volet du projet sera essentiellement centré sur trois domaines en rapport avec le renforcement du processus démocratique sur une période de vingt-quatre mois. Le premier volet de la Subvention vise à travailler avec les parlementaires au moyen d'ateliers et de séminaires structurés sur: (a) les procédures parlementaires; (b) la définition de questions nationales et des approches pour traiter desdites questions, comme par exemple les réformes militaires, économiques et judiciaires; et (c) le développement des mécanismes de consultation avec les organisations non gouvernementales comme l'Eglise, les organisations estudiantines et les groupes de l'opposition. Le deuxième volet de la subvention vise le renforcement des organisations non-gouvernementales qui appuient et facilitent l'amélioration du processus politique. L'assistance fournie par la subvention est constituée par des techniques typiques de développement institutionnel comme le renforcement du leadership, le renforcement organisationnelle, l'établissement de liens par les contacts, etc. Le troisième volet de la subvention apporterait des contributions aux programmes d'éducation civique initiés par les ONG locaux et visant renforcer la démocratisation du processus politique. Ces programmes d'éducation civique pourraient probablement inclure ceux de certaines ONG qui traitent de sujets comme la protection des droits de l'homme, les droits et les devoirs des citoyens dans une société démocratique, ainsi que le rôle des journalistes dans le renforcement du processus démocratique. Le budget pour ce volet est estimé à 750.000\$ sur une période de deux ans. Pour la première année, le financement sera de 490.000\$.

III. RAPPORT AVEC LA STRATEGIE DE L'A.I.D. ET LES DIRECTIVES DU FONDS POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (DFA).

Le Programme/Projet répond directement à l'objectif de l'appui ponctuel(?) fixé dans le Plan des Stratégies du Programme d'Intervention de la Mission au Burundi approuvé en décembre 1992 qui demande l'appui des Etats Unis aux élections démocratiques, à une presse libre et à la promotion des droits civiques et politiques.

Le Projet/Programme est conforme au Plan d'Action du DFA (Fonds de Développement de l'Afrique) de l'Agence. Plus spécifiquement, il répond aux objectifs 1-1 et 1-3 du DFA, respectivement: Renforcement de la Stabilité des Economies Africaines, et Renforcement de l'Equité et de l'Efficacité dans la prestation des principaux services publics.

IV. ARRANGEMENTS POUR LA MISE EN OEUVRE: SUBVENTION A L'USIA ET DES ONG.

Pour cette année budgétaire, un montant de 150.000\$ sera transféré à l'USIA pour des ateliers et des voyages d'étude dans les domaines de la démocratisation et de l'amélioration du processus politique. Ces fonds seront virés à l'USIA par le truchement d'un accord entre Agences en conformité avec la loi (du Congrès américain) No. 31 U.S.C., 1535.

Un accord de collaboration sera conclu avec un minimum d'une ONG américaine qualifiée. Pour le moment, une offre (du The National Democratic Institute) est sentie.

Au cas où le besoin pour un supplément de fonds se ferait sentir et que des fonds seraient disponibles, un comité d'examen de la subvention des prestation d'une ONG dans le domaine de la démocratisation et du processus politique serait mis en place pour recevoir, et examiner les offres de financement faites par des ONG locales et/ou internationales, et formuler des recommandations sur lesdites offres.

V. BUDGET

BUDGET DU PROJET (en dollars américains)

1. ACTIVITE GEREE PAR L'USIA	ANNEE I	ANNEE II	TOTAL*
ATELIER SUR LE JOURNALISME	30.000	20.000	50.000
VOYAGE D'ETUDE/JOURNALISTES	40.000	20.000	60.000
VOYAGE D'ETUDE/PARLEMENTAIRES	40.000	30.000	70.000
VOYAGE D'ETUDE/JURISTES	40.000	30.000	70.000
TOTAL PARTIEL CONTRIBUTION A.I.D.	150.000	100.000	250.000
TOTAL PARTIEL CONTRIBUTION GRB	<u>25.000</u>	<u>25.000</u>	<u>50.000</u>
TOT. ACTIVITE GEREE PAR L'USIA	175.000	125.000	300.000
VOLET ONG	490.000	260.000	750.000
TOTAL VOLET ONG	490.000	260.000	750.000
TOTAL GENERAL DU PROJET	<u>665.000</u>	<u>385.000</u>	<u>1.050.000</u>

VI. SUIVI ET EVALUATION

Comme ce programme constitue une intervention ponctuelle plutôt qu'un "objectif stratégique" du programme d'intervention de l'USAID/Burundi, le suivi et l'évaluation ne seront pas une préoccupation majeure. Ceci étant dit, toutefois, il y a quelques points importants qui feront l'objet d'un suivi. Il s'agit des points suivants:

- engagement continu du gouvernement au processus démocratique;
- budget pour les opérations de l'Assemblée Nationale;
- implication des ONG dans le processus politique.

Evaluation. Une évaluation de clôture du projet sera menée en utilisant des fonds additionnels du projet s'il y en a de disponibles, ou alors les fonds Projet de Développement et d'Appui (PD&S).